



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau  
Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**Revision to a Request for a Standing Offer**

**Révision à une demande d'offre à commandes**

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Communication Procurement Directorate/Direction de  
l'approvisionnement en communication  
360 Albert St./ 360, rue Albert  
12th Floor / 12ième étage  
Ottawa  
Ontario  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Public Engage. / Consult. Services	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN578-181138/C	<b>Date</b> 2019-08-27
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EN578-18-1138	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 003
<b>File No. - N° de dossier</b> cy016.EN578-181138	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$CY-016-77563	
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale 2019-08-08	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-09-30</b>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Schou, Christian	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> cy016
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 995-2278 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> See herein	
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b>	<b>Yes - Oui</b>	<b>No - Non</b>
<b>Accusé de réception requis</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

---

**Cette modification a pour but d'aviser les soumissionnaires des réponses aux questions posées à la présente Demande d'offre à commandes.**

### **QUESTIONS ET REPONSES**

Q7 Le gouvernement du Canada (GC) pourrait-il valider le fait que pour le C2 Gestion de projet, il ne faut présenter que 3 projets, peu importe s'ils sont présentés pour la sous-catégorie en personne seulement, en ligne seulement ou les deux? Question connexe, pourriez-vous confirmer que, selon la page 56 de la demande d'offre à commandes (DOC), le total de 285 points pour la sous-catégorie A (en personne) et de 200 points pour la sous-catégorie B (en ligne) comprend les 110 points disponibles dans la Gestion de projet? Enfin, à la page 63 de la DOC, pourriez-vous confirmer que le renvoi à 15 points par projet en rapport avec le C2.1 est une erreur typographique et devrait se lire 30 points par projet?

R7 Seuls 3 projets sont exigés en réponse à C2.1, peu importe si vous présentez pour la sous-catégorie en personne seulement, en ligne seulement ou les deux. Le total de 285 points pour la sous-catégorie A (en personne) et de 200 points pour la sous-catégorie B (en ligne) comprend les 110 points disponibles dans la Gestion de projet.

Le renvoi aux points par projet était une erreur typographique qui a été corrigée pour se lire 30 points dans la modification 002, avec quelques autres erreurs typographiques semblables dans cette section.

Q8 Le GC est conscient de l'existence d'un gouffre compréhensible en ce qui concerne la méthode, les tâches et les processus entre la manière dont les projets favorisant l'engagement public en personne et les projets favorisant l'engagement public en ligne sont exécutés. De quelle manière le GC distingue-t-il l'évaluation entre les projets de Gestion de projet en personne par rapport à ceux en ligne, compte tenu de ce gouffre?

R8 Bien qu'il y ait des différences importantes entre la gestion d'un projet en personne et celle d'un projet en ligne, les critères de C2.1 pour l'Expérience de gestion de projet de l'entreprise demandent des renseignements d'ordre plus général, tels que, sans toutefois s'y limiter, la gestion du personnel et des horaires et la présentation de rapports au client. Par conséquent, nous n'exigeons que 3 projets en réponse à la C2.1. Si l'offrant présente à la fois pour la sous-catégorie A (en personne) et la sous-catégorie B (en ligne), les projets fournis pour C2.1 – l'Expérience de gestion de projet de l'entreprise pourraient être tous en personne, tous en ligne, ou une combinaison des deux.

Les critères sous C2A et C2B de la Catégorie 2, Mise en œuvre et facilitation, sont beaucoup plus techniques et nécessitent plus de renseignements de l'offrant, qu'il s'agisse de la sous-catégorie A (en personne) ou de la sous-catégorie B (en ligne). Un offrant qui ne fournit pas 3 exemples d'exécution de projets qui satisfont à chaque exigence d'une sous-catégorie ne serait pas qualifié pour cette sous-catégorie.

- 
- Q9 Il semble que le barre de la qualification pour les « outils » en ligne soit faible et que les fournisseurs potentiels peuvent être admissibles pour les engagements publics avec, par exemple, un permis pour WebEx. Étant donné la complexité qui peut faire partie de tout engagement public du GC, comment un fournisseur avec des capacités réduites ou des outils de logiciels réduits sera-t-il en mesure de répondre à tout type d'engagement public complexe s'il devait se qualifier dans la sous-catégorie en ligne?
- R9 Les critères qui demandent des exemples de projet dans la présente Demande d'offres à commandes étaient fortement influencés par les critères utilisés dans la Demande d'offres à commandes précédente pour les mêmes services. Les offrants qui présentent une offre pour la sous-catégorie B (en ligne) seront évalués par rapport à tous les critères exigés pour cette sous-catégorie précise. Si un offrant obtient une offre à commandes simplement pour la Catégorie 2, sous-catégorie B (en ligne), les seuls projets pour lesquels il sera envisagé sont ceux où un ministère client ne choisit que cette seule sous-catégorie. Un fournisseur qui est ensuite choisi pour un projet donné en vertu de l'offre à commandes devrait toujours avoir tous les outils nécessaires pour exécuter les tâches énoncées dans l'Énoncé des travaux individuel de ce projet-là.
- Q10 Pourriez-vous confirmer si le GC souhaite recevoir une réponse dans un format de fichier particulier? (Word, PDF?)
- R10 Les formats Word et PDF sont tous les deux acceptables.
- Q11 Le GC pourrait-il en dire plus sur la raison d'avoir utilisé le seuil de 10 000 répondants et de 50 mots pour chaque répondant comme seuil pour l'« analyse automatisée de textes complexes » au C3? En tant qu'entreprise qui a déployé de grands efforts pour investir et voir des bénéfices solides du traitement du langage naturel et de l'IA, nous sommes très confiants lorsque nous disons que des perspectives importantes peuvent être acquises de l'analyse du texte non structuré de 50 utilisateurs seulement, selon vos capacités de traitement de langage naturel. En établissant un seuil d'utilisateurs aussi élevé, cela indique que le GC a l'impression et l'intention de n'inclure le traitement du langage naturel et l'IA que lorsque ces seuils sont satisfaits, ce qui serait dommage en raison des perspectives qui seraient perdues. En partant du principe que le GC a l'intention d'utiliser le traitement du langage naturel et l'IA pour des projets ayant moins de 10 000 répondants, le GC envisagerait-il de baisser le seuil à un niveau plus courant de 500 à 1 000 utilisateurs?
- R11 Le seuil de 10 000 répondants et de 50 mots, y compris dans les deux langues officielles, sert à s'assurer que les offrants puissent exécuter les projets les plus importants. Il n'empêche pas l'utilisation de l'analyse automatisée de textes complexes pour des plus petits projets.
- La présente offre à commandes doit couvrir des rencontres avec une douzaine d'intervenants et d'initiatives d'engagement avec potentiellement des centaines de milliers de participants. Notre objectif est d'offrir des possibilités aux fournisseurs qui peuvent offrir des services pour des plus petits projets tout en s'assurant que les grands projets obtiennent les services requis. Les offrants qui ont la capacité d'exceller à la fois aux petits et aux grands projets sont bienvenus de présenter leur demande dans les deux sous-catégories.

---

Q12 Je souhaite porter à votre attention l'annexe « E » – Formulaire de l'offre financière.

Le formulaire demande aux offrants de présenter leurs prix selon un tarif horaire et n'offre pas l'option d'honoraires fixes. Les tarifs horaires conviennent aux entreprises de consultation (qui facturent des tarifs horaires pour leurs services), toutefois, nous sommes une entreprise de logiciels qui fournit un produit. Le modèle du tarif horaire convient à toutes les catégories et à toutes les sous-catégories de services à l'exception du C2 Gestion de projet et la sous-catégorie B du C2 (en ligne).

Nous offrons une plateforme d'interaction numérique au moyen de deux options d'approvisionnement :

La première option est un projet de simple consultation alors que le deuxième permet à un client de publier et d'archiver autant de projets qu'il le souhaite sur une plateforme unique. Les deux options répondent aux besoins du gouvernement du Canada et ont un prix fixe (une inscription annuelle) qui comprend tous les services de soutien (les produits livrables définis).

Comme pour l'achat d'une voiture (ou de tout autre produit), nous ne pouvons pas répartir le prix fixe en un tarif horaire. Pourriez-vous en tenir compte et modifier l'annexe « E » – Formulaire de l'offre financière pour inclure une option d'un modèle de livraison de logiciels (honoraires fixes) outre le modèle actuel de prestation de services (tarif horaire)?

Je suggère également d'offrir des options d'approvisionnement pour un projet unique AINSI QUE des projets illimités puisque cela répondrait à tous les besoins en matière de plateforme d'engagement numérique du gouvernement du Canada.

R12 La présente offre à commandes n'offrira pas d'option pour que les ministères clients achètent une plateforme pour un tarif fixe. Cela n'empêche pas les ministères d'entreprendre des démarches distinctes s'ils souhaitent simplement se donner accès à des plateformes de consultation en ligne.

Le coût des outils de logiciels nécessaires doit être compris dans le tarif horaire de l'offrant si cela se trouve dans la plateforme interne ou de la coentreprise de l'offrant. Si la plateforme était obtenue par l'offrant au moyen de services sous-traités, il faudrait respecter l'annexe B – Base de paiement, B1.1 Services de sous-traitance. Veuillez-vous référer à la réponse fournie à la Question 2 de la Modification 002 pour en savoir plus.

Q13 Pourrions-nous obtenir l'APPENDICE 1 – MODÈLE « FICHE SOMMAIRE DU PROJET PROPOSÉ » dans un format Excel?

R13 Cet appendice n'est pas disponible actuellement en format Excel, mais nous incluons une version en Word dans la section des pièces jointes de la page achatsetventes.

Q14 La plupart des ministères du GC qui participent à la consultation et à l'engagement sont actuellement à l'aise avec les espaces numériques (pour la communication et les pratiques) et peuvent ne pas avoir besoin d'autres services de consultation pour aider à gérer une plateforme d'engagement en ligne qui comporte déjà des services de soutien adéquats. Ce n'était peut-être pas le cas il y a cinq ans, mais c'est le cas actuellement. La demande d'offre à commandes (à l'heure actuelle) causera sans doute de la confusion étant donné que les ministères du GC seront reliés au fournisseur offrant le meilleur rapport qualité-prix alors qu'en réalité il se peut qu'ils finissent par payer pour des services inutiles. L'option de procurer directement une plateforme d'engagement numérique (et les services connexes d'expertise et de soutien) devrait être mise à la disposition des ministères du GC conjointement avec l'approvisionnement par l'entremise d'une entreprise de consultation.

R14 La portée de l'exigence dont il est question ici se limite aux services de participation et de consultation des citoyens et aux services de soutien nécessaires à la réalisation de ces activités. Les offrants qualifiés seront responsables de recommander des plateformes d'engagement en ligne qui conviennent et qui satisfont aux exigences de chaque projet particulier. Les fournisseurs de la plateforme de l'engagement en ligne qui n'ont pas l'expertise nécessaire pour être qualifiés en vertu de la présente demande d'offre à commandes peuvent tout de même fournir leur plateforme d'engagement en ligne aux offrants qualifiés s'il était décidé qu'ils convenaient le mieux à un projet donné.

L'objectif principal de cet outil n'est pas de donner l'accès à une plateforme pour les ministères clients qui peuvent gérer les processus d'engagement tout seuls. Cet outil est mis en place pour des ministères clients qui ont besoin de services extérieurs de consultation sur un projet donné, que ce soit en raison d'un manque d'expertise à l'interne ou d'un manque de ressources disponibles à l'externe. Les ministères clients qui cherchent simplement une plateforme d'engagement en ligne sont en mesure de l'approvisionner en dehors de la présente offre à commandes.

Veuillez-vous reporter à la réponse à la Question 12 de la présente modification et à la Question 2 de la modification 002 pour en savoir plus.

Q15 La manière dont la demande d'offre à commandes est rédigée donne un avantage injuste aux entreprises qui peuvent payer les frais de l'approvisionnement de la plateforme d'engagement en ligne afin d'obtenir le statut du fournisseur offrant le meilleur rapport qualité-prix. Pour être compétitifs, d'autres offrants devront approvisionner une plateforme numérique d'engagement d'un tiers à un coût variable et l'ajouter à un tarif horaire. Comment peut-on ne pas envisager cela comme un conflit d'intérêts et un conflit avec l'équité procédurale pour d'autres entreprises de consultation (offrants) et les entreprises canadiennes de logiciels d'engagement numérique qui ont été exclus de la présente demande d'offre à commandes?

R15 Veuillez-vous reporter à la réponse à la question 12 de la présente modification.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN578-181138/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN578-18-1138

Amd. No. - N° de la modif.  
003  
File No. - N° du dossier  
cy016.EN578-181138

Buyer ID - Id de l'acheteur  
cy016  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- 
- Q16 Veuillez envisager de regrouper des services d'engagement en personne et en ligne ensemble (étant donné que presque tous les projets de nos jours comprennent les deux), mais d'exclure la composante de l'engagement numérique de la présente demande d'offre à commandes. Envisagez un concours distinct au moyen duquel le GC peut déterminer les meilleurs fournisseurs de la plateforme d'engagement numérique disponibles (à l'exclusion de l'expertise et des services de soutien nécessaires) et les qualifier à l'avance pour l'utilisation par les ministères du GC qui n'exigent pas la participation d'une entreprise de consultation.
- R16 La présente demande d'offre à commandes est structurée de façon à permettre aux ministères clients de regrouper différents services de consultations dont ils ont besoin, que ce soit en personne ou en ligne. Les différentes sous-catégories permettent aux offrants l'option de n'offrir que les services précis qu'ils souhaitent fournir. La seule option qui ne pouvait pas être comprise dans la présente offre à commandes est l'approvisionnement de sa propre plateforme. Tout ministère qui a simplement besoin d'accéder à la plateforme est en mesure de le faire distinctement de la présente offre à commandes. Veuillez-vous reporter à la réponse 2 de la modification 002 pour obtenir plus de détails.

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION DEMEURENT INCHANGÉS.**